Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 2, n°2 | 1998

Histoire de la criminalité et de la justice pénale en Amérique latine / Criminal justice history in Latin America

G. Rusche, O. Kirchheimer, *Peine et structure sociale ; histoire et «théorie critique» du régime pénal*

texte présenté et établi par R. Lévy & H. Zander, Paris, Cerf, 1994, coll. Passages dirigée par H. Wismann (traduit par F. Laroche de Sozialstruktur und Strafvollzug, Hamburg, Europäische Verlagsanstalt, 1972).

Philippe Robert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/982>

DOI : 10.4000/chs.982

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1998

Pagination : 128-134

ISBN : 2-600-00311-8

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Philippe Robert, « G. Rusche, O. Kirchheimer, *Peine et structure sociale ; histoire et «théorie critique» du régime pénal* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 2, n°2 | 1998, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/982> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.982>

magistrates against whom the reformers railed emerge as neither fools, nor knaves, nor slaves to timeless routines, but thoughtful men faced with urgent everyday problems which they tried to confront in a reasonable way. Moreover, their thinking evolved. Within the discretionary discourse which Genevan law or traditions obliged procurators – general to employ, Porret finds an increasing rationality and systematisation of practice which was making their jurisprudence ever less arbitrary in practice and so preparing the way for the ultimate recourse to codification in 1795. Reformers, therefore, were pushing at a door that was already being cautiously but steadily opened from within. Had the magistrates been creepingly convinced by enlightened arguments despite themselves? Or had all minds been opened by the combined punitive, exemplary and rehabilitative possibilities of imprisonment? Enter Foucault, stage left...

William Doyle
(University of Bristol, U.K.)

G. Rusche, O. Kirchheimer, *Peine et structure sociale ; histoire et «théorie critique» du régime pénal*, texte présenté et établi par R. Lévy & H. Zander, Paris, Cerf, 1994, coll. Passages dirigée par H. Wismann (traduit par F. Laroche de *Sozialstruktur und Strafvollzug*, Hamburg, Europäische Verlagsanstalt, 1972).

C'est une traduction française tardive que présentent R. Lévy et H. Zander: *Punishment and Social Structure*, un classique de la sociologie du crime, a été publié pour la première fois en 1939 par les Presses de l'Université de Columbia. En milieu anglo-saxon, il avait alors été accueilli avec estime par une petite élite de sociologues spécialisés – tels son préfacier Thorsten Sellin ou encore Barnes, v. Hentig, Radzinowicz, Mannheim, Riesman, Vold, Schafer, Cressey, ou Dobb – qui ont continué au cours de leur carrière à le citer régulièrement comme une référence de base. Sa diffusion était pourtant alors restée modeste probablement parce qu'il était apparu juste à la veille de la guerre. L'ouvrage a été redécouvert tardivement une première fois dans la foulée des radicaux anglo-américains des années 1960 et 1970 qui ont suscité sa réédition chez Russell & Russell en 1968 dans des conditions encore peu éclaircies. Tout au plus, peut-on noter qu'elle a coïncidé avec le retour en vogue de l'école de Francfort (*Institut für Sozialforschung*) dans le cadre de laquelle l'ouvrage avait vu le jour dans des conditions extrêmement complexes. On peut aussi imaginer que ce succès a été facilité par la multiplicité de lectures qu'autorisent, on le verra, les conditions de sa composition. En France, toutefois, *Punishment and Social Structure* n'a été alors connu et utilisé que par une poignée de sociologues du crime bien au fait de l'évolution du champ dans le monde anglo-saxon. Hors ce groupe de spécialistes, il a fallu attendre que Michel Foucault y fasse allusion en 1975 dans *Surveiller et punir*, en même temps qu'à Kantorowicz, pour que l'ouvrage gagne une certaine visibilité. Une fois retombée l'hyperconsommation théorique de la décennie 1970 et ses ambiguïtés, *Punishment and Social Structure* a nourri, depuis quinze ans, essentiellement sous l'impulsion de Dario Melossi, tout un courant de recherches d'économistes et de sociologues sur la liaison entre marché de l'emploi et emprisonnement; outre des contributions britanniques, allemandes, américaines ou encore italiennes, cette veine a été exploitée en France

même par les recherches de deux économistes du crime, Bernard Laffargue et Thierry Godefroy. C'est à juste titre que les promoteurs de l'édition française relèvent en outre l'influence de Rusche et Kirchheimer parmi les spécialistes d'histoire sociale ou de celle des mentalités adonnés à l'étude du crime et de la justice pénale¹. Sa visibilité est restée cependant dans notre pays beaucoup plus limitée que dans les sociologies anglo-américaine et même allemande (traduction dès 1972) ou italienne (traduction en 1978): à preuve, malgré la proximité des thèmes, Rusche et Kirchheimer sont absents de l'index, pourtant bien fourni, des auteurs cités par Robert Castel dans sa monumentale somme récente sur *Les métamorphoses de la question sociale* (1995), tout comme de l'ambitieuse fresque historique d'Hugues Lagrange sur civilité et délinquance (1995). Pour tardive qu'elle soit la traduction française doit donc être accueillie avec faveur.

Mais l'édition que présentent Lévy et Zander est bien plus qu'une traduction. Une longue et patiente enquête d'une douzaine d'années menée à travers les fonds d'archives et auprès des témoins dans l'Ancien et le Nouveau Mondes leur a permis de reconstituer l'histoire mouvementée de ce classique. Ils nous fournissent là un guide qui en renouvelle la lecture, en même temps qu'un modèle de patiente érudition.

C'est qu'il n'est pas évident d'entrer véritablement dans *Peine et structure sociale* (ci-après *PSS*), malgré l'apparente facilité de sa lecture. L'ouvrage se donne d'abord à voir comme une vaste histoire de la peine, principalement dans l'Ouest européen un peu aussi, en fin de volume, aux États-Unis. À ce titre, il précède de quelques trois décennies l'essai de T.Sellin (1976) qui cherchera dans l'esclavage la matrice de la pénalité. Dès l'abord, *PSS* se démarque des histoires que Clive Emsley dirait *Whiggish*: celles qui expliquent de manière idéaliste et optimiste l'évolution de la peine par un mouvement des idées qu'irriguerait le progrès. Ici, il s'agit, au contraire, de montrer comment elle est entrée dans la structure sociale, notamment dans le rapport des hommes à la situation de travail et on va y procéder à travers une vaste fresque historique qui permet de dégager des modèles.

Le Haut Moyen Âge ouest-européen est ainsi caractérisé par une combinaison de la vengeance privée largement dominante et d'un arbitrage maniant presque uniquement amendes et pénitences avec un souci exclusif de maintenir la paix sociale. En contrepoint, le Bas Moyen Âge aurait été dominé par une féroce pénalité de châtiments corporels au moyen duquel des bureaucraties formées au droit romain auraient tenté de contenir le vagabondage de classes inférieures à la condition fortement dégradée. Affronté au défi de donner une utilité sociale à une force de travail récalcitrante à entrer dans les nouvelles conditions, l'âge mercantiliste aurait alors forgé un troisième modèle de peine combinant galères, déportation et surtout travail forcé. C'est ce dernier élément qui aurait généré, à travers la médiation complexe des Lumières, la matrice du système pénitentiaire moderne. Paradoxalement, celle-ci survivra (malgré un retour épisodique à la brutale élimination physique du vagabondage au tout début du siècle) dans les conditions toutes différentes du XIX^e. Mais il ne s'agit plus cette fois, comme dans les maisons de correction, d'apprendre la régularité des conditions de travail, mais d'utiliser le travail forcé pour moraliser les classes dangereuses: c'est le modèle du moulin de discipline dans la prison anglaise. La faiblesse des conditions de vie du prolétariat ne permet pas de configu-

¹ Pour un exemple récent, voy. Coll., 1995.

rer un enfermement/repoussoir où les conditions de vie seraient légèrement inférieures à celles de la couche la plus basse du populaire. C'est donc la terreur d'un travail forcé improductif qui devra constituer le répulsif carcéral – un levier assez peu efficace – ... du moins en Europe car aux États-Unis le travail est assez cher, la condition salariale assez bonne pour que l'on puisse jouer des conditions de vie en prison et y expérimenter tout un système rééducatif. D'où cette conclusion : à défaut d'une politique sociale capable de garantir aux classes dominées de la société un minimum de sécurité et un niveau de vie raisonnable, la peine n'a aucune chance, malgré de grands efforts répressifs, de parvenir à influencer notablement sur les taux de criminalité. Avant d'en venir à ce terme, l'ouvrage présente encore quelques considérations sur le triomphe au XX^e siècle de l'amende comme commercialisation de la peine, comme licence offerte aux fortunés d'enfreindre la loi moyennant le versement éventuel d'une obole après-coup. Et il contient encore un chapitre sur la peine dans les régimes fascistes.

Finalement, ce vaste panorama se présente comme une œuvre assez composite qui autorise une grande diversité de lectures (et encore mon résumé n'en donne qu'une faible idée car j'ai taillé dans la forêt des arguments à la fois pour faire bref et parce que je connaissais la fin de l'enquête ce qui ne pouvait manquer, sinon d'ordonner, au moins d'influencer ma lecture). Tout le mérite des éditeurs de la version française a consisté à éclairer la compréhension de l'ouvrage en exhumant le processus tragiquement rocambolesque qui a présidé à son écriture. Passée la première fascination de la redécouverte, on s'est avisé du manque d'unité assez apparent du propos ; on savait que le manuscrit initial de G. Rusche avait été repris dans des conditions alors mal connues par O. Kirchheimer, d'où l'idée qu'on retrouverait peut-être un ouvrage plus homogène en mettant la main sur le manuscrit d'origine. Mais là commençaient des difficultés imprévues. Dario Melossi s'y est attaché le premier (1978 a & b, 1980, 1989) probablement parce qu'il avait fouillé l'origine, sinon de la peine en général, au moins de la prison en mettant l'accent sur l'analogie avec l'usine (1977). Mais il n'est pas parvenu à mener l'enquête à son terme tant elle s'est avérée difficile. René Lévy et Hartwig Zander n'ont pas réussi non plus à redécouvrir le manuscrit allemand originel de Rusche – probablement a-t-il sombré avec tous ses papiers dans le naufrage de l'*Arandora Star* –, ni même, comble de malchance, sa traduction anglaise ou la version allemande d'Otto Kirchheimer. Mais cette quête infructueuse leur a permis, résultat peut-être plus important, de reconstituer l'histoire peu ordinaire de ce livre.

Le 1^{er} juin 1930, la *Frankfurter Zeitung* publiait un article sur les révoltes dans les prisons américaines. L'auteur, un jeune économiste de 30 ans, est l'assistant de Karl Pibram. Il a fait ses études à Göttingen et Francfort avant de soutenir à Cologne une thèse de philosophie avec Max Scheler et une d'économie avec E. v. Beckerath. La réforme de la prison n'est pas thème négligeable dans l'Allemagne weimarienne et l'on y découvre avec effarement la dégradation, pendant ces années de crise, de la situation carcérale dans un pays – les États-Unis – que l'on s'était habitué à considérer comme le berceau de l'innovation pénitentiaire. Et notre auteur n'est pas seulement économiste : après des voyages d'étude à Paris et à Londres, il a été un temps travailler social dans la très moderniste administration pénitentiaire saxonne. Toujours est-il que son article appelle l'attention du nouveau directeur de l'*Institut für Sozialforschung*, Max Horkheimer, qui voit probablement dans la prison une métaphore de la situation du prolétariat allemand. Il lui passe commande d'un ouvrage

historique sur les relations entre le marché du travail et les types de peines. Georg Rusche prépare un article-manifeste qui sera publié en mai 1933 dans la revue-maison de l'institut, la *Zeitschrift für Sozialforschung*, puis rédige son manuscrit. Toutefois, comme sa mère est juive, il est révoqué dès juillet 1933 et s'enfuit au Royaume-Uni ... comme la moitié des 2 200 universitaires allemands qui émigrèrent avant 1938. Mais ce simple assistant n'est manifestement pas prioritaire pour l'*Academic Assistance Council* que le directeur de la *London School of Economics*, William Beveridge vient de créer pour tâcher de venir en aide aux savants qui fuient le nazisme. Dès lors, sa vie ne sera qu'un long naufrage jusqu'à son suicide en 1950.

Pendant ce temps, l'institut replié aux États-Unis se préoccupe de relancer son activité et de valoriser ce qu'il a en portefeuille, donc de publier les manuscrits disponibles. On adresse celui de Rusche aux deux mentors de la sociologie du crime, T. Sellin et E. Sutherland, et l'on obtient du premier une longue note d'observation que l'on adresse à l'auteur pour qu'il modifie son texte de manière à rendre sa publication possible aux États-Unis. Puis, en 1937, Neumann en charge un nouveau venu à l'antenne parisienne de l'institut: Otto Kirchheimer. Cette fois, il s'agit d'un juriste de 32 ans qui a fait sa thèse à Bonn avec Carl Schmitt avant de devenir *Referendar* puis avocat et très proche du SPD. Malheureusement, Kirchheimer avait croisé Rusche au séminaire de Scheler et ils ne s'étaient guère appréciés. Comme l'institut prépare son émigration aux États-Unis, il ne peut guère refuser, mais il va assez profondément réécrire le manuscrit avec l'aide de F. Meyer, puis le traduire avec Moses Finley. Devenu un politologue américain réputé, il n'attachera, semble-t-il, plus aucun prix à cette corvée de jeunesse. Quant à Rusche, réapparu sur ces entrefaites, il devra finalement se résigner à laisser paraître cette nouvelle version où il figure cependant comme premier auteur.

Compte tenu des grandes différences de pensée et d'écriture entre les deux protagonistes, Lévy et Zander sont parvenus à attribuer les différentes pièces de l'ouvrage plus précisément que ne le fait Horkheimer dans sa préface: à Kirchheimer, les chapitres 2, 5, 8 et la section 2 du 4; mais les 3, 6 et 9, ainsi que les sections 1 et 3 du 4 porteraient encore clairement la marque de Rusche. Ils ont pu encore guider la traduction pour restituer la terminologie propre à Rusche. Plus encore, ils ont éclairé la lecture de *PSS* en le faisant précéder par les deux articles de 1930 et 1933 qu'ils avaient déjà publiés et commentés naguère dans *Déviance et Société*. Le régime des peines, y explique notre auteur, ne peut être envisagé hors du système social qui le porte. Et il ne peut faire au puni un sort meilleur que celui de la couche de population la plus basse qui soit socialement importante (*less eligibility*). Toutefois, la politique sociale s'interpose entre l'économie et le pénal: ainsi, aux États-Unis, où les travailleurs subissent la crise de plein fouet, la prison régresse jusqu'à susciter les révoltes qui occasionneront la nomination de la Commission Wickersham; en Europe, au contraire, la protection sociale atténue l'effet de la crise et met la prison à l'abri d'une pareille dégradation.

Ainsi armés, nos éditeurs identifient quatre lectures de *PSS*: un malentendu, un pédantisme, une qui scrute les corrélations entre chômage et prison et tente de réutiliser un modèle de liaison forgé à propos du mercantilisme, enfin une herméneutique qui pointe vers la moralité du travail. Désormais, la politique sociale s'est intercalée entre le régime économique et la peine; elle empêche leur mise en liaison directe...

Resterait à chercher – je regrette que Lévy et Zander n'aient pas tenté l'exercice – ce qu'il faudrait à tout coup abandonner dans *PSS* pour tenir compte d'un demi-

siècle de travaux sociologiques et historiques ultérieurs. Je ne vais pas me lancer ici dans cet exercice de peur d'être trop long (à peine pointerai-je la scansion temporelle, surtout celle des premiers chapitres; aussi l'idée d'une rupture franche entre assistance ecclésiastique médiévale et assistance municipale moderne; peut-être aussi la finalité un peu anachronique assignée aux maisons de correction de l'âge mercantiliste...). Ceci dit, malgré le caractère international des références, c'est la vieille histoire pénale allemande qui me paraît constituer le socle sur lequel PSS a été édifié. Il n'est que de voir la place que tiennent les références à Radbruch (il inspirera ensuite Sellin). Et l'on peut admirer l'ampleur, peut-être un peu oubliée, du matériau qu'elle fournissait dès les années 1930.

Le climat du temps – l'exclusion durable du marché du travail stable de fractions entières de la société avec pour conséquence une nullification de leur statut social, leur désaffiliation pour reprendre la belle expression de Castel (1995), dans le même temps l'inscription de la délinquance et de l'insécurité parmi les préoccupations majeures du débat public –, voilà qui donne une nouvelle actualité aux thèmes parcourus dans PSS. Il est donc heureux que Lévy et Zander aient pris la peine de nous en donner une édition que l'on peut légitimement taxer de définitive. Par une curieuse ironie du sort, elle intervient dans un pays qui n'avait pris qu'une part très modeste tant à la naissance qu'aux redécouvertes de PSS². C'est probablement un signe de la vitalité nouvelle qu'y a atteint la sociologie du crime. On y verra aussi une preuve de l'importance croissante de la coopération scientifique européenne, notamment franco-allemande, dans ce domaine: pas moins de trois *mécènes* – la Maison des sciences de l'homme, le programme Europe du CNRS, Inter Nationes – ont uni leurs efforts pour permettre la réalisation de l'entreprise.

Philippe Robert
CNRS/ GERN & CESDIP
Immeuble Edison
43, Bd Vauban
F-78180 Guyancourt
probert@ext.jussieu.fr

RÉFÉRENCES

- Castel, R., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- Coll., Autour de Norbert Elias/À propos de Norbert Elias, *IAHCCJ (International Association for the History of Crime and Criminal Justice) Bulletin*, 1995, 20, 15-60.
- Lagrange, H., *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*, Paris, PUF, 1995.
- Lévy, R., Zander, H., Présentation d'un article de Georg Rusche, *Déviance & Société*, 1984, 8, 2, 145-150.
- Melossi, D., Rusche, Georg, and Kirchheimer, Otto: «Punishment and Social Structure», *Crime and Social Justice*, 1978a, 9, 73-85.

² Toutefois, c'est à Paris que Kirchheimer a réalisé sa réécriture du manuscrit de Rusche, mais il n'est pas sur que nous devions nous féliciter beaucoup de cet épisode.

- Melossi, D., Mercato del lavoro, disciplina, controllo sociale: una discussione del testo di Rusche e Kirchheimer, in Rusche, G., Kirchheimer, O., *Pena e struttura sociale*, Bologna, Il Mulino, 1978b, 7-34.
- Melossi, D., Georg Rusche: A biographical essay, *Crime and Social Justice*, 1980, 14, 51-63.
- Melossi, D., An introduction: Fifty years later, «Peine et structure sociale» in comparative analysis, *Contemporary Crises*, 1989, 13, 311-326.
- Melossi, D., Pavarini, M., *Carcere e fabbrica. Alle origini del sistema penitenziario*, Bologna, Il Mulino, 1977.
- Rusche, G., Marché du travail et régime des peines; contribution à la sociologie de la justice pénale, *Déviance & Société*, 1980, 4, 3, 215-228.
- Rusche, G., Révoltes pénitenciaires ou politique sociale. À propos des événements d'Amérique, *Déviance & Société*, 1984, 8, 2, 151-165.
- Sellin, T., *Slavery and the Penal System*, NY, Elsevier, 1976.

ERRATUM

CHS 1998, vol. 2, n° 1, p. 109

Les adresses des auteurs de l'article « Une politique de l'enfance délinquante et en danger : la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873) » ont été omises. Il faut lire :

Jean-Marie Fecteau
Sylvie Ménard
Département d'histoire
UQAM
CP 8888 - Succ. A
Montréal (Québec) H3C 3P8
Canada
fecteau.jean-marie@uqam.ca

Jean Trépanier
Véronique Strimelle
C.I.C.C.
Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. A
Montréal (Québec) H3C 3J7
Canada
trepanje@ere.umontreal.ca